

Cycle de conférences sur les radicalités politiques

« Les mouvances d’ultragauche en France : quels enjeux pour l’ordre public ? »

Isabelle Sommier

Le 23 février 2022



CRPRS • Centre de ressources pour la prévention des radicalités sociales

Bât. Arboretum • 7^{ème} étage, 135 Bd Paul Painlevé - 59000 Lille • 03 20 25 10 29 •

contact@prev-radicalites.org • www.prev-radicalites.org

Introduction

La radicalité renvoie à la transgression, perçue comme subversive pour l'ordre politique ou social, d'une norme – ce que n'est pas, par exemple, la délinquance. Aussi ne peut-elle être appréhendée indépendamment du système de valeurs et du processus d'étiquetage comme déviant (position parfois assumée voire revendiquée par l'auteur). Isabelle Sommier définit comme radical l'engagement qui, à partir d'une posture de rupture vis-à-vis de la société d'appartenance, accepte au moins en théorie le recours à des formes non conventionnelles d'action politique éventuellement illégales, voire violentes. Il va s'agir d'abord de cerner ce qu'est la nébuleuse dite de l'ultra gauche puis de voir son rapport à la violence.

L'ultra-gauche en France aujourd'hui

Érigée en menace prioritaire jusqu'à susciter la première loi anti-casseurs de juin 1970, l'extrême gauche a cédé la place à l'« ultra gauche » contre laquelle fut promulguée la seconde loi en avril 2019. *Stricto sensu*,

l'extrême gauche, dont le chant du cygne se situe au cours des années 1968, renvoyait aux petites formations « gauchistes », trotskystes et maoïstes, à la gauche du PCF, qui se présentaient alors comme une alternative au communisme orthodoxe et entendaient revivifier sa veine révolutionnaire, pour certaines par la violence.

L'ultra-gauche, terme largement rejeté par celles et ceux que l'on désigne ainsi a des matrices historiques précises et attestées. Elle puise en effet ses racines dans la contestation « de gauche » du marxisme-léninisme et en particulier dans la « gauche communiste » représentée, entre autres, par Rosa Luxemburg et Amadeo Bordiga¹, et dans la tradition conseilliste des années 1919-1920 inspirée par Anton Pannekoek, avant de se nourrir de l'influence de Socialisme ou Barbarie (1948-1967)² puis de l'Internationale situationniste (1957-1972) et enfin du mouvement autonome venu d'Italie qui a incubé au sein du Parti communiste italien mais qui, au fil du temps et des importations, a pris un parfum plus anarchisant.

¹ Bordiga (1889-1970) a été un des fondateurs du PCI ; il est exclu de l'Internationale communiste en 1930 pour ses positions anti-staliniennes.

² Groupe communiste anti-stalinien dirigé par Claude Lefort et Cornelius Castoriadis.

La mouvance appelée ultra-gauche a connu depuis 1968 deux temps de croissance. Le premier correspond à l'importation en France du mouvement autonome italien au milieu des années 1970. Le second débute dans les années 2000 avec, successivement, les mobilisations contre la mondialisation néolibérale (dès le contre-sommet de l'OMC à Seattle des 29 et 30 novembre 1999), contre le contrat première embauche (CPE) en 2006, contre la loi Travail en 2016, et avec le développement des Zones à défendre (ZAD), au premier rang desquelles Notre-Dame-des-Landes à partir du début des années 2010.

D'un point de vue médiatique et politique, l'autonomie se manifeste d'abord à l'occasion des défilés avec les « Black Blocs », un terme inventé voici plusieurs décennies par la police allemande pour désigner des individus masqués, habillés en noir, qui se livrent à des destructions de biens et harcèlent la police. Loin d'être une organisation structurée, il faut y voir une tactique portée lors des manifestations par des petits groupes d'individus aux liens antérieurs (sur le principe des « groupes affinitaires») et partageant une sensibilité anarchiste qui les amène à justifier le recours à la violence contre les forces de l'ordre et les « symboles du capitalisme » - banques et enseignes de multinationales

comme Nike, Levi's, Mac Donald, etc.. Le pillage des magasins est principalement justifié comme relevant de la réappropriation sur le vol capitaliste, le désordre de rue, voire la destruction du matériel urbain, le sont comme "libération" d'un territoire, transformation en "zones autonomes temporaires" (ou TAZ, acronyme anglais, terme de l'auteur de la contre-culture Hakim Bey). Plus généralement, la violence est pour eux une réponse légitime à une violence bien supérieure inhérente au système capitaliste.

Les zadistes dénoncent les « grands projets inutiles imposés », une expression désignant depuis le milieu des années 1980 des opérations d'infrastructures surdimensionnés jugés inutiles et coûteuses sur le plan économique et/ou écologique. Le plus saillant d'entre eux a été le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, à l'occasion duquel le néologisme militant ZAD (Zone à défendre) est apparu, détournant l'acronyme des « zones d'aménagement différé » contre lesquels ces écologistes radicaux luttent. Ils le font par leur occupation, qui est aussi l'occasion d'expérimenter des modes de vie alternatifs et de constituer là encore des espaces « libérés ».

Autre sous-ensemble en nette croissance ces dernières années : les « anti-industriels »,

« technocritiques » qui dénoncent l'idée même de progrès et la société industrielle. Trouvant ses origines lointaines dans le luddisme³, ils se rattachent aujourd'hui à une certaine écologie radicale et parfois à l'« anarcho-primitivisme » favorable au retour à une société de chasseurs et cueilleurs. Ils procèdent à actions de sabotage contre les sociétés accusées d'atteinte aux libertés publiques (caméras de surveillance, biométrie) ou de nuisance (ondes électriques, compteurs Linky, etc.).

Outre ces trois sous-ensembles, la police inclut parfois sous le terme ultra-gauche les libertaires et anarchistes d'un côté, les antifascistes de l'autre. Les frontières sont en effet poreuses et bien des activistes cumulent ces engagements.

Le rapport à la violence

Isabelle Sommier présente ensuite rapidement la base statistique constituée dans le cadre du programme Vioramil⁴ (pour « Violences et radicalités militantes ») sur la période de 1986 à nos jours, pour donner la mesure des violences des radicaux politiques (de gauche

comme de droite) qui, sur l'ensemble des près de 6000 épisodes recensés, sont responsables du quart – ils suivent de loin les groupes indépendantistes, corses surtout, qui sont responsables de la moitié du corpus. Leur répertoire d'actions relève en tout premier lieu des dégradations (43% de leurs actions), suivies de loin des agressions (18,1%), attentats (12,2%) et affrontements (11,2%). Toutefois, la contribution de chaque bord politique à ces différents types d'action s'avère contrastée avec, en somme, une spécialisation de chacun, opposant, à grandes lignes, la virulence de la radicalité de droite, plus portée aux actions contre les personnes, que la radicalité de gauche, qui privilégie les cibles matérielles.

La violence de gauche connaît de très notables évolutions dans ses modalités sur les deux millénaires. Au XX^e siècle, elle se manifestait par des attentats revendiqués par des organisations constituées, clandestines et, sans doute pour cette raison, cloisonnées, dont la plus connue fut Action directe. Aujourd'hui, on constate essentiellement des dégradations et des affrontements avec « l'ennemi » d'extrême droite de la part de groupes

³ Mouvement de protestation marqué par des bris de machines réalisés par des artisans anglais du textile dans les années 1811-12 pour lutter contre la mécanisation. Par extension, le terme désigne aujourd'hui des pratiques de dégradations et de vandalisme sur des biens.

⁴ Les résultats de cette recherche ont été publiés sous le titre *Violences politiques en France*, sous la direction de Isabelle Sommier, avec la collaboration avec Xavier Crettiez et François Audigier, Presses de Sciences Po, 2021.

affinitaires, en particulier dans la nébuleuse antifasciste, ou de groupes informels souvent dépourvus de nom (ou avec des sigles improbables rappelant le mouvement automne de la fin des années 1970), et donc sans revendication explicite, dont l'activisme passe essentiellement par des dégradations et dans une moindre mesure des destructions. Le choix des cibles comme des modes d'action révèle une sorte de spécialisation qui s'éclaire au regard des évolutions idéologiques des deux dernières décennies marquant une porosité croissante entre les sous-familles. Les anarchistes se concentrent sur les atteintes aux biens (88% de leurs actions sont des dégradations et des destructions), tandis que les Autonomes et surtout les antifascistes y ajoutent les affrontements. Les cibles les plus prisées sont les sièges des partis politiques et les grandes entreprises (Engie, Areva, ERDF),

dans le cadre des luttes antibiométriques, contre les ondes magnétiques et, plus largement, contre ce qui est considéré comme une intrusion croissante dans la vie privée, un « flicage généralisé ».

Pour terminer, Isabelle Sommier présente et commente une carte montrant la présence des diverses sensibilités sur le territoire national. La carte révèle des opportunités (ainsi les anti-industriels dans le bassin grenoblois, pôle de la recherche scientifique en particulier sur les nanotechnologies qu'ils considèrent comme liberticides) mais aussi des rémanences historiques, comme la forte présence anarchiste à Toulouse ou Besançon (mais aussi la dissémination des petits collectifs sur tout le territoire), celle des antifascistes à Lyon, bastion de la droite radicale. Le grand Ouest, lui, est territoire autonome avec la lutte « exemplaire » de Notre-Dame-des-Landes.